

COLOMBIE

Il est grand temps de faire sortir la population civile du conflit

Index AI : AMR 23/047/02

Avec l'intensification du conflit en Colombie, la population civile de la municipalité d'Apartadó, dans le département d'Antioquia, est de plus en plus souvent la cible d'attaques de la part des belligérants, a déclaré aujourd'hui (lundi 29 avril) Amnesty International.

L'organisation de défense des droits humains a énergiquement condamné l'assassinat, le 26 avril dernier à Apartadó, de neuf ouvriers d'une plantation de bananes, qui auraient été tués de sang froid par des éléments des *Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia* (FARC, Forces armées révolutionnaires de Colombie).

« Si la responsabilité des FARC dans ce massacre se confirme, il s'agirait d'une atteinte particulièrement grave, de la part de ce mouvement, aux normes du droit international humanitaire. Or, toutes les parties d'un conflit sont tenues de respecter ces normes, en toutes circonstances », a souligné Amnesty International.

Cette dernière a précisé qu'il était essentiel qu'une enquête approfondie et indépendante soit menée de toute urgence afin d'identifier les auteurs de cette tuerie et de les traduire en justice, conformément aux normes internationales.

« Il est de plus en plus dangereux de vivre dans les zones de combat », constate Amnesty International. « Les civils sont pris au piège, entraînés malgré eux dans le jeu stratégique et militaire des belligérants, qui se refusent l'un comme l'autre à reconnaître le droit inaliénable de

la population civile à ne pas être impliquée dans le conflit. »

L'organisation de défense des droits humains a récemment reçu de nombreuses informations faisant état d'assassinats de membres de la « communauté pacifique » de San José de Apartadó ainsi que de transporteurs chargés d'acheminer des passagers et des vivres à destination de cette communauté.

« Il semblerait, d'après ces informations, que ces assassinats aient été commis par les groupes paramilitaires présents dans la région, qui agissent en toute impunité et bénéficient souvent de l'appui direct ou indirect des forces de sécurité », a indiqué Amnesty International.

La « communauté pacifique » de San José de Apartadó est accusée par les paramilitaires de « collaborer » avec la guérilla et est pour cette raison la cible d'attaques, de menaces, d'actes de harcèlement et de blocus économiques. Depuis 1997, année où San José s'est déclarée « communauté pacifique », plus de 90 habitants de la localité ont été assassinés. Plus de 95 p. 100 des victimes ont été tuées par des groupes paramilitaires, les autres par la guérilla.

« Il est grand temps de prendre des mesures urgentes pour protéger la population civile des effets du conflit », a déclaré Amnesty International, appelant une nouvelle fois les groupes d'opposition armés, les forces de sécurité et leurs alliés paramilitaires à conclure un accord humanitaire.

L'organisation espère de même que le *Consejo de seguridad* (Conseil chargé de la sécurité), qui doit se réunir la semaine prochaine à Apartadó et auquel devraient participer, selon certaines informations, des représentants du gouvernement,

prendra toutes les mesures nécessaires pour garantir la sécurité des milliers de civils touchés par le conflit dans la région ainsi que le respect de leurs droits fondamentaux.

« Le Conseil chargé de la sécurité devrait en particulier définir des actions à entreprendre de toute urgence pour contrecarrer les activités des groupes paramilitaires et protéger la population civile des agressions des groupes armés, non seulement dans la municipalité d'Apartadó, mais également dans toute la région de l'Urabá », a conclu Amnesty International.

Informations générales

Les deux parties au conflit ont déjà à plusieurs reprises massacré des ouvriers des bananeraies, les accusant à tour de rôle de « collaborer » avec l'autre.

Située dans le nord-ouest de la Colombie, la région de l'Urabá recouvre une partie des départements du Chocó, d'Antioquia et de Córdoba.

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International, à Londres, au +44 20 7413 5566 ou consulter notre site web :

<http://www.amnesty.org>